

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1604

[2010/202827]

**6 MEI 2010. — Decreet tot oprichting van een begrotingsfonds voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Er wordt een begrotingsfonds opgericht voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit, hetwelk een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

**Art. 2.** Vanaf het jaar 2010 wordt een heffing op de opbrengst van de belasting op de spelen en weddenschappen aangewend voor het fonds bedoeld in artikel 1. Die heffing bedraagt 2,8 %.

**Art. 3.** Op het bedrag van het krediet toegewezen aan het fonds bedoeld in artikel 1 kunnen uitsluitend uitgaven van allerlei aard betreffende de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit aangerekend worden.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2010.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,  
Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Waals Parlement, 168 (2009-2010), nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 5 mei 2010.*

*Bespreking - Stemmingen.*

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1605

[2010/202828]

**6 MAI 2010. — Décret portant transposition partielle de la Directive 2006/111/CE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la Directive 2006/111/CE de la Commission du 16 novembre 2006 relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises.

**Art. 2.** Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, première partie, Livre II, Titre III, est inséré un nouvel article L1231-3bis libellé comme suit :

« Article L1231-3bis. Les régies communales ordinaires qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros et qui bénéficient de mises à disposition de ressources publiques tiennent, outre la comptabilité que leur imposent les dispositions légales et réglementaires régissant cette matière, une comptabilité faisant ressortir :

a) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur directement par les pouvoirs publics;

b) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur par les pouvoirs publics par l'intermédiaire d'entreprises publiques ou d'institutions financières;

c) l'utilisation effective de ces ressources publiques. »

Ces données font partie intégrante des comptes de l'exercice concerné et sont soumises aux dispositions de l'article L3131-1, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>.

**Art. 3.** Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, première partie, Livre II, Titre III, est inséré un nouvel article L1231-12 libellé comme suit :

« Article L1231-12. Les régies communales autonomes qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros et qui bénéficient de mises à disposition de ressources publiques tiennent, outre la comptabilité que leur imposent les dispositions légales et réglementaires régissant cette matière, une comptabilité faisant ressortir :

- a) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur directement par les pouvoirs publics;
- b) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur par les pouvoirs publics par l'intermédiaire d'entreprises publiques ou d'institutions financières;
- c) l'utilisation effective de ces ressources publiques.

Les régies communales autonomes qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros et auxquelles des droits spéciaux ou exclusifs ont été attribués par un pouvoir public, ou qui sont chargées de la gestion d'un service d'intérêt économique général au sens de l'article 86, § 1<sup>er</sup> du Traité des Communautés européennes, et qui reçoivent une compensation de service public sous quelque forme que ce soit pour ce service, et qui en même temps exercent d'autres activités doivent tenir en outre des comptes séparés.

Les comptes séparés doivent refléter les différentes activités exercées par la même entreprise ainsi que sa structure financière et organisationnelle en faisant ressortir :

- a) les charges et produits associés aux différentes activités;
- b) le détail de la méthode d'imputation ou de répartition des charges et produits entre les différentes activités.

Il conviendra que ces comptes, tels que précisés ci-avant, soient transmis au Gouvernement wallon dans les trois mois de leur approbation par les organes concernés de l'association. »

**Art. 4.** Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, première partie, Livre V, Titre I<sup>er</sup>, est inséré un nouvel article L1512-7 libellé comme suit :

« Article L1512-7. Les intercommunales ou associations de projet qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros et qui bénéficient de mises à disposition de ressources publiques tiennent, outre la comptabilité que leur imposent les dispositions légales et réglementaires régissant cette matière, une comptabilité faisant ressortir :

- a) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur directement par les pouvoirs publics;
- b) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur par les pouvoirs publics par l'intermédiaire d'entreprises publiques ou d'institutions financières;
- c) l'utilisation effective de ces ressources publiques.

Les intercommunales ou associations de projet qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros et auxquelles des droits spéciaux ou exclusifs ont été attribués par un pouvoir public, ou qui sont chargées de la gestion d'un service d'intérêt économique général au sens de l'article 86, § 1<sup>er</sup> du Traité des Communautés européennes, et qui reçoivent une compensation de service public sous quelque forme que ce soit pour ce service, et qui en même temps exercent d'autres activités doivent tenir en outre des comptes séparés.

Les comptes séparés doivent refléter les différentes activités exercées par la même entreprise ainsi que sa structure financière et organisationnelle en faisant ressortir :

- a) les charges et produits associés aux différentes activités;
- b) le détail de la méthode d'imputation ou de répartition des charges et produits entre les différentes activités.

Pour les intercommunales, ces données font partie intégrante des comptes de l'exercice concerné et sont soumises aux dispositions de l'article L3131-1, § 3, 2<sup>o</sup>.

Pour les associations de projet, il conviendra que ces comptes, tels que précisés ci-avant, soient transmis au Gouvernement wallon dans les trois mois de leur approbation par les organes concernés de l'association. »

**Art. 5.** Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, deuxième partie, Livre II, Titre II, est inséré un nouvel article L2223-3bis libellé comme suit :

« Article L2223-3bis. Les régies provinciales ordinaires qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros et qui bénéficient de mises à disposition de ressources publiques tiennent, outre la comptabilité que leur imposent les dispositions légales et réglementaires régissant cette matière, une comptabilité faisant ressortir :

- a) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur directement par les pouvoirs publics;
- b) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur par les pouvoirs publics par l'intermédiaire d'entreprises publiques ou d'institutions financières;
- c) l'utilisation effective de ces ressources publiques. »

Ces données font partie intégrante des comptes de l'exercice concerné et sont soumises aux dispositions de l'article L3131-1, § 2, 5<sup>o</sup>.

**Art. 6.** Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, deuxième partie, Livre II, Titre II, est inséré un second alinéa à l'article L2223-11 libellé comme suit :

« Article L2223-11, 2<sup>e</sup> alinéa. Les régies provinciales autonomes qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros et qui bénéficient de mises à disposition de ressources publiques tiennent, outre la comptabilité que leur imposent les dispositions légales et réglementaires régissant cette matière, une comptabilité faisant ressortir :

- a) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur directement par les pouvoirs publics;
- b) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur par les pouvoirs publics par l'intermédiaire d'entreprises publiques ou d'institutions financières;

c) l'utilisation effective de ces ressources publiques.

Les régies provinciales autonomes qui réalisent un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros et auxquelles des droits spéciaux ou exclusifs ont été attribués par un pouvoir public, ou qui sont chargées de la gestion d'un service d'intérêt économique général au sens de l'article 86, § 1<sup>er</sup> du Traité des Communautés européennes, et qui reçoivent une compensation de service public sous quelque forme que ce soit pour ce service, et qui en même temps exercent d'autres activités doivent tenir en outre des comptes séparés.

Les comptes séparés doivent refléter les différentes activités exercées par la même entreprise ainsi que sa structure financière et organisationnelle en faisant ressortir :

a) les charges et produits associés aux différentes activités;

b) le détail de la méthode d'imputation ou de répartition des charges et produits entre les différentes activités.

Il conviendra que ces comptes, tels que précisés ci-avant, soient transmis au Gouvernement wallon dans les trois mois de leur approbation par les organes concernés de l'association. »

**Art. 7.** Au sens du présent décret et de la Directive 2006/111/CE de la Commission du 16 novembre 2006 relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises, on entend par :

a) pouvoirs publics : tous les pouvoirs publics, y compris l'Etat, les autorités régionales et locales ainsi que toutes les autres collectivités territoriales;

b) entreprise publique : toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent;

c) influence dominante des pouvoirs publics sur une entreprise : elle est présumée lorsque les pouvoirs publics, directement ou indirectement :

— détiennent la majorité du capital souscrit de l'entreprise, ou

— disposent de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise, ou

— peuvent désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise;

d) droits exclusifs : droits accordés par un Etat membre à une entreprise au moyen de tout instrument législatif, réglementaire et administratif, qui lui réservent le droit de fournir un service ou d'exercer une activité sur un territoire donné;

e) droits spéciaux : droits accordés par un Etat membre à un nombre limité d'entreprises au moyen de tout instrument législatif, réglementaire et administratif qui, sur un territoire donné :

— limite à deux ou plus le nombre des entreprises autorisées à fournir un service ou à exercer une activité selon des critères qui ne sont pas objectifs, proportionnels et non discriminatoires, ou

— désigne, selon de tels critères, plusieurs entreprises concurrentes, comme autorisées à fournir un service ou exercer une activité, ou

— confère à une ou plusieurs entreprises, selon de tels critères, des avantages légaux ou réglementaires qui affectent substantiellement la capacité de toute autre entreprise de fournir le même service ou de se livrer à la même activité sur le même territoire dans des conditions substantiellement équivalentes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2009-2010.*

*Documents du Parlement wallon*, 160 (2009-2010), n<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 5 mai 2010.

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 1605

[2010/202828]

**6. MAI 2010 — Dekret zur Umsetzung eines Teils der Richtlinie 2006/111/EG über die Transparenz der finanziellen Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten und den öffentlichen Unternehmen sowie über die finanzielle Transparenz innerhalb bestimmter Unternehmen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Vorliegendes Dekret dient zur Umsetzung eines Teils der Richtlinie 2006/111/EG der Kommission vom 16. November 2006 über die Transparenz der finanziellen Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten und den öffentlichen Unternehmen sowie über die finanzielle Transparenz innerhalb bestimmter Unternehmen.

**Art. 2** - In den Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, erster Teil, Buch II, Titel III, wird ein neuer Artikel L1231-3*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Artikel L1231-3*bis* - Die gewöhnlichen Gemeinderegien, die einen jährlichen Nettoumsatz von mehr als 40 Mio Euro haben, und die eine Bereitstellung öffentlicher Mittel in Anspruch nehmen, verfügen neben der Buchhaltung, die aufgrund der einschlägigen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen auferlegt wird, über eine Buchhaltung, die Folgendes angibt:

a) die unmittelbare Bereitstellung öffentlicher Mittel, die zu ihren Gunsten durch die öffentliche Hand getätigt wird;

b) die Bereitstellung öffentlicher Mittel durch die öffentliche Hand über öffentliche Unternehmen oder Finanzinstitute;

c) die tatsächliche Verwendung dieser öffentlichen Mittel.»

Diese Angaben sind ein fester Bestandteil der Bücher für das betreffende Rechnungsjahr und unterliegen den Bestimmungen von Artikel L3131-1 § 1 6°.

**Art. 3** - In den Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, erster Teil, Buch II, Titel III, wird ein neuer Artikel L1231-12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Artikel L1231-12 - Die autonomen Gemeinderegien, die einen jährlichen Nettoumsatz von mehr als 40 Mio Euro haben, und die eine Bereitstellung öffentlicher Mittel in Anspruch nehmen, verfügen neben der Buchhaltung, die aufgrund der einschlägigen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen auferlegt wird, über eine Buchhaltung, die Folgendes angibt:

a) die Bereitstellung öffentlicher Mittel, die zu ihren Gunsten direkt durch die öffentliche Hand getätigt wird;

b) die Bereitstellung öffentlicher Mittel durch die öffentliche Hand über öffentliche Unternehmen oder Finanzinstitute;

c) die tatsächliche Verwendung dieser öffentlichen Mittel.

Die autonomen Gemeinderegien, die einen jährlichen Nettoumsatz von mehr als 40 Mio Euro haben, und denen eine öffentliche Behörde besondere oder ausschließliche Rechte gewährt hat, oder die mit einer Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse im Sinne von Artikel 86 § 1 des EG-Vertrags betraut sind, und die einen Ausgleich in unterschiedlicher Form in Bezug auf diese Dienstleistung erhalten und die zu gleicher Zeit andere Tätigkeiten ausüben, müssen zudem getrennte Bücher führen.

Die getrennten Bücher müssen die verschiedenen Aktivitäten, die von demselben Unternehmen ausgeübt werden, sowie seine Finanz- und Organisationsstruktur widerspiegeln, so dass Folgendes klar wird:

a) eine nach den verschiedenen Geschäftsbereichen getrennte Aufstellung der Kosten und Erlöse;

b) eine genaue Angabe der Methode, nach der die Kosten und Erlöse den verschiedenen Geschäftsbereichen zugeordnet und zugewiesen werden.

Diese oben genannten Bücher müssen der Wallonischen Regierung binnen drei Monaten nach deren Genehmigung durch die betreffenden Organe der Vereinigung übermittelt werden.»

**Art. 4** - In den Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, erster Teil, Buch V, Titel I, wird ein neuer Artikel L1512-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Artikel L1512-7 - Die Interkommunalen oder Projektvereinigungen, die einen jährlichen Nettoumsatz von mehr als 40 Mio Euro haben, und die eine Bereitstellung öffentlicher Mittel in Anspruch nehmen, verfügen neben der Buchhaltung, die aufgrund der einschlägigen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen auferlegt wird, über eine Buchhaltung, die Folgendes angibt:

a) die Bereitstellung öffentlicher Mittel, die zu ihren Gunsten direkt durch die öffentliche Hand getätigt wird;

b) die Bereitstellung öffentlicher Mittel durch die öffentliche Hand über öffentliche Unternehmen oder Finanzinstitute;

c) die tatsächliche Verwendung dieser öffentlichen Mittel.

Die Interkommunalen oder Projektvereinigungen, die einen jährlichen Nettoumsatz von mehr als 40 Mio Euro haben, und denen eine öffentliche Behörde besondere oder ausschließliche Rechte gewährt hat, oder die mit einer Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse im Sinne von Artikel 86 § 1 des EG-Vertrags betraut sind, und die einen Ausgleich in unterschiedlicher Form in Bezug auf diese Dienstleistung erhalten und die zu gleicher Zeit andere Tätigkeiten ausüben, müssen zudem getrennte Bücher führen.

Die getrennten Bücher müssen die verschiedenen Aktivitäten, die von demselben Unternehmen ausgeübt werden, sowie seine Finanz- und Organisationsstruktur widerspiegeln, so dass Folgendes klar wird:

a) eine nach den verschiedenen Geschäftsbereichen getrennte Aufstellung der Kosten und Erlöse;

b) eine genaue Angabe der Methode, nach der die Kosten und Erlöse den verschiedenen Geschäftsbereichen zugeordnet und zugewiesen werden.

Für die Interkommunalen sind diese Angaben ein fester Bestandteil der Bücher für das betreffende Rechnungsjahr und unterliegen sie den Bestimmungen von Artikel L3131-1 § 3 2°.

Für die Projektvereinigungen müssen diese oben genannten Bücher der Wallonischen Regierung binnen drei Monaten nach deren Genehmigung durch die betreffenden Organe der Vereinigung übermittelt werden.»

**Art. 5** - In den Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, zweiter Teil, Buch II, Titel II, wird ein neuer Artikel L2223-3*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Artikel L2223-3*bis* - Die gewöhnlichen Provinzialregionen, die einen jährlichen Nettoumsatz von mehr als 40 Mio Euro haben, und die eine Bereitstellung öffentlicher Mittel in Anspruch nehmen, verfügen neben der Buchhaltung, die aufgrund der einschlägigen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen auferlegt wird, über eine Buchhaltung, die Folgendes angibt:

- a) die Bereitstellung öffentlicher Mittel, die zu ihren Gunsten direkt durch die öffentliche Hand getätigt wird;
- b) die Bereitstellung öffentlicher Mittel durch die öffentliche Hand über öffentliche Unternehmen oder Finanzinstitute;
- c) die tatsächliche Verwendung dieser öffentlichen Mittel.»

Diese Angaben sind ein fester Bestandteil der Bücher für das betreffende Rechnungsjahr und unterliegen den Bestimmungen von Artikel L3131-1 § 2 5°.

**Art. 6** - In den Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, zweiter Teil, Buch II, Titel II, wird ein zweiter Absatz in Artikel L2223-11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Artikel L2223-11 2. Absatz - Die autonomen Provinzialregionen, die einen jährlichen Nettoumsatz von mehr als 40 Mio Euro haben, und die eine Bereitstellung öffentlicher Mittel in Anspruch nehmen, verfügen neben der Buchhaltung, die aufgrund der einschlägigen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen auferlegt wird, über eine Buchhaltung, die Folgendes angibt:

- a) die Bereitstellung öffentlicher Mittel, die zu ihren Gunsten direkt durch die öffentliche Hand getätigt wird;
- b) die Bereitstellung öffentlicher Mittel durch die öffentliche Hand über öffentliche Unternehmen oder Finanzinstitute;
- c) die tatsächliche Verwendung dieser öffentlichen Mittel.

Die autonomen Provinzialregionen, die einen jährlichen Nettoumsatz von mehr als 40 Mio Euro haben, und denen eine öffentliche Behörde besondere oder ausschließliche Rechte gewährt hat, oder die mit einer Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse im Sinne von Artikel 86 § 1 des EG-Vertrags betraut sind, und die einen Ausgleich in unterschiedlicher Form in Bezug auf diese Dienstleistung erhalten und die zu gleicher Zeit andere Tätigkeiten ausüben, müssen zudem getrennte Bücher führen.

Die getrennten Bücher müssen die verschiedenen Aktivitäten, die von demselben Unternehmen ausgeübt werden, sowie seine Finanz- und Organisationsstruktur widerspiegeln, so dass Folgendes klar wird:

- a) eine nach den verschiedenen Geschäftsbereichen getrennte Aufstellung der Kosten und Erlöse;
- b) eine genaue Angabe der Methode, nach der die Kosten und Erlöse den verschiedenen Geschäftsbereichen zugeordnet und zugewiesen werden.

Diese oben genannten Bücher müssen der Wallonischen Regierung binnen 3 Monaten nach deren Genehmigung durch die betreffenden Organe der Vereinigung übermittelt werden»

**Art. 7** - Im Sinne vorliegenden Dekrets und der Richtlinie 2006/111/EG der Kommission vom 16. November 2006 über die Transparenz der finanziellen Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten und den öffentlichen Unternehmen sowie über die finanzielle Transparenz innerhalb bestimmter Unternehmen gelten folgende Definitionen:

a) öffentliche Hand: alle öffentlichen Behörden, einschließlich des Staates, der regionalen und lokalen Behörden sowie alle anderen Gebietskörperschaften;

b) öffentliches Unternehmen: jedes Unternehmen, auf das die öffentliche Hand aufgrund Eigentums, finanzieller Beteiligung, Satzung oder sonstiger Bestimmungen, die die Tätigkeit des Unternehmens regeln, unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann;

c) beherrschender Einfluss der öffentlichen Hand auf ein Unternehmen: er wird vermutet, wenn die öffentliche Hand unmittelbar oder mittelbar:

- die Mehrheit des gezeichneten Kapitals des Unternehmens besitzt oder
- über die Mehrheit der mit den Anteilen des Unternehmens verbundenen Stimmrechte verfügt oder
- mehr als die Hälfte der Mitglieder des Verwaltungs-, Leistungs- oder Aufsichtsorgans des Unternehmens bestellen kann;

d) ausschließliche Rechte: Rechte, die ein Mitgliedstaat einem Unternehmen durch Rechts- oder Verwaltungsvorschriften gewährt, wenn der Mitgliedstaat die Leistung eines Dienstes oder einer Tätigkeit in einem bestimmten Gebiet einem einzigen Unternehmen vorbehält;

e) besondere Rechte: Rechte, die ein Mitgliedstaat durch Rechts- oder Verwaltungsvorschriften einer begrenzten Zahl von Unternehmen in einem bestimmten Gebiet gewährt, wenn der Staat:

— die Zahl dieser Unternehmen auf zwei oder mehrere Unternehmen begrenzt, ohne sich dabei an objektive, angemessene und nicht diskriminierende Kriterien zu halten, um eine Leistung zu erbringen oder eine Tätigkeit zu betreiben, oder

— mehrere konkurrierende Unternehmen nach anderen als solchen Kriterien bestimmt, um eine Leistung zu erbringen oder eine Tätigkeit zu betreiben, oder

— einem oder mehreren Unternehmen nach anderen als solchen Kriterien durch Rechts- oder Verwaltungsvorschriften besondere Vorteile einräumt, die die Fähigkeit anderer Unternehmen, die gleiche Tätigkeit in demselben Gebiet unter gleichen Bedingungen zu leisten, wesentlich beeinträchtigen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, KMB., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,  
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2009-2010*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 160 (2009-2010), Nrn. 1 und 2

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 5. Mai 2010

Diskussion - Abstimmung.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1605

[2010/202828]

**6 MEI 2010.** — Decreet tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2006/111/EG betreffende de doorzichtigheid in de financiële betrekkingen tussen lidstaten en openbare bedrijven en de financiële doorzichtigheid binnen bepaalde ondernemingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet is de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2006/111/CE van de Commissie van 16 november 2006 betreffende de doorzichtigheid in de financiële betrekkingen tussen lidstaten en openbare bedrijven en de financiële doorzichtigheid binnen bepaalde ondernemingen.

**Art. 2.** In het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, eerste deel, Boek II, Titel III, wordt een nieuw artikel L1231-3*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel L1231-3*bis*. De gewone gemeentebedrijven met een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro waaraan openbare middelen ter beschikking worden gesteld, voeren, naast de boekhouding die hen opgelegd wordt bij de relevante wets- en regelgevende bepalingen, een boekhouding waaruit volgende zaken duidelijk blijken :

- a) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze rechtstreeks krijgen van de overheden;
- b) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze krijgen van de overheden via openbare bedrijven of financiële instellingen;
- c) de daadwerkelijke besteding van die openbare middelen. »

Die gegevens maken volledig deel uit van de boekhouding voor het betrokken jaar en vallen onder artikel L3131-1, § 1, 6°.

**Art. 3.** In het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, eerste deel, Boek II, Titel III, wordt een nieuw artikel L1231-12 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel L1231-12. De gewone gemeentebedrijven met een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro waaraan openbare middelen ter beschikking worden gesteld, voeren, naast de boekhouding die hen opgelegd wordt bij de relevante wets- en regelgevende bepalingen, een boekhouding waaruit volgende zaken duidelijk blijken :

- a) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze rechtstreeks krijgen van de overheden;
- b) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze krijgen van de overheden via openbare bedrijven of financiële instellingen;
- c) de daadwerkelijke besteding van die openbare middelen.

De autonome gemeentebedrijven met een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro waaraan bijzondere of uitsluitende rechten zijn toegekend door een overheid of die belast zijn met het beheer van een dienst van algemeen economisch belang in de zin van artikel 86, § 1, van het EG-Verdrag en die een vergoeding of een andere vorm van compensatie krijgen voor die dienst en die tegelijk andere activiteiten uitoefenen, moeten daarnaast een gescheiden boekhouding voeren.

De gescheiden boekhouding moet de verschillende activiteiten van hetzelfde bedrijf en de financiële en organisatorische structuur weergeven zodat daaruit duidelijk blijkt :

- a) welke kosten en opbrengsten met de verschillende activiteiten verband houden;
- b) volgens welke methoden, tot in bijzonderheden, de kosten en opbrengsten aan de verschillende activiteiten worden toegerekend.

Die boekhouding, zoals hierboven nader omschreven, moet aan de Waalse Regering worden overgemaakt binnen de drie maanden na goedkeuring ervan door de betrokken organen van de vereniging. »

**Art. 4.** In het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, eerste deel, Boek V, Titel I, wordt een nieuw artikel L1512-7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel L1512-7. De intercommunales of projectverenigingen met een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro waaraan openbare middelen ter beschikking worden gesteld, naast de boekhouding die hen opgelegd wordt bij de relevante wets- en regelgevende bepalingen, een boekhouding waaruit volgende zaken duidelijk blijken :

- a) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze rechtstreeks krijgen van de overheden;
- b) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze krijgen van de overheden via openbare bedrijven of financiële instellingen;
- c) de daadwerkelijke besteding van die openbare middelen.

De intercommunales of projectverenigingen met een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro waaraan bijzondere of uitsluitende rechten zijn toegekend door een overheid of die belast zijn met het beheer van een dienst van algemeen economisch belang in de zin van artikel 86, § 1, van het EG-Verdrag en die een vergoeding of een andere vorm van compensatie krijgen voor die dienst en die tegelijk andere activiteiten uitoefenen, moeten daarnaast een gescheiden boekhouding voeren.

De gescheiden boekhouding moet de verschillende activiteiten van hetzelfde bedrijf en de financiële en organisatorische structuur weergeven zodat daaruit duidelijk blijkt :

- a) welke kosten en opbrengsten met de verschillende activiteiten verband houden;
- b) volgens welke methoden, tot in bijzonderheden, de kosten en opbrengsten aan de verschillende activiteiten worden toegerekend.

Voor de intercommunales maken die gegevens volledig deel uit van de boekhouding voor het betrokken jaar en vallen ze onder artikel L3131-1, § 3, 2<sup>o</sup>.

Voor de projectverenigingen moet die boekhouding, zoals hierboven nader omschreven, aan de Waalse Regering worden overgemaakt binnen de drie maanden na goedkeuring ervan door de betrokken organen van de vereniging. »

**Art. 5.** In het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, tweede deel, Boek II, Titel II, wordt een nieuw artikel L2223-3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel L 2223-3bis. De gewone provinciebedrijven met een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro waaraan openbare middelen ter beschikking worden gesteld, voeren, naast de boekhouding die hen opgelegd wordt bij de relevante wets- en regelgevende bepalingen, een boekhouding waaruit volgende zaken blijken :

- a) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze rechtstreeks krijgen van de overheden;
- b) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze krijgen van de overheden via openbare bedrijven of financiële instellingen;
- c) de daadwerkelijke besteding van die openbare middelen. »

Die gegevens maken volledig deel uit van de boekhouding voor het betrokken jaar en vallen onder artikel L3131-1, § 2, 5<sup>o</sup>.

**Art. 6.** In het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, tweede deel, Boek II, Titel II, wordt in artikel L2223-11 een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel L2223-11, tweede lid. De autonome provinciebedrijven met een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro waaraan openbare middelen ter beschikking worden gesteld, voeren, naast de boekhouding die hen opgelegd wordt bij de relevante wets- en regelgevende bepalingen, een boekhouding waaruit volgende zaken blijken :

- a) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze rechtstreeks krijgen van de overheden;
- b) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze krijgen van de overheden via openbare bedrijven of financiële instellingen;
- c) de daadwerkelijke besteding van die openbare middelen.

De autonome gemeentebedrijven met een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro waaraan bijzondere of uitsluitende rechten zijn toegekend door een overheid of die belast zijn met het beheer van een dienst van algemeen economisch belang in de zin van artikel 86, § 1, van het EG-Verdrag en die een vergoeding of een andere vorm van compensatie krijgen voor die dienst en die tegelijk andere activiteiten uitoefenen, moeten daarnaast een gescheiden boekhouding voeren.

De gescheiden boekhouding moet de verschillende activiteiten van hetzelfde bedrijf en de financiële en organisatorische structuur weergeven zodat daaruit duidelijk blijkt :

- a) welke kosten en opbrengsten met de verschillende activiteiten verband houden;
- b) volgens welke methoden, tot in bijzonderheden, de kosten en opbrengsten aan de verschillende activiteiten worden toegerekend.

Die boekhouding, zoals hierboven nader omschreven, moet aan de Waalse Regering worden overgemaakt binnen de drie maanden na goedkeuring ervan door de betrokken organen van de vereniging. »

**Art. 7.** In de zin van dit decreet en van Richtlijn 2006/111/CE van de Commissie van 16 november 2006 betreffende de doorzichtigheid in de financiële betrekkingen tussen lidstaten en openbare bedrijven en de financiële doorzichtigheid binnen bepaalde ondernemingen wordt verstaan onder :

a) overheden : alle andere overheden, waaronder de Staat, de regionale en plaatselijke overheden alsmede alle territoriale overheden;

b) openbare bedrijven : elk bedrijf waarover overheden rechtstreeks of middellijk een dominerende invloed kunnen uitoefenen uit hoofde van eigendom, financiële deelneming of de desbetreffende regels;

c) dominerende invloed van de overheden op een bedrijf : deze vorm van invloed wordt vermoed wanneer de overheden rechtstreeks of middellijk :

— de meerderheid van het geplaatste kapitaal van dat bedrijf bezitten, of

— over de meerderheid van de stemrechten verbonden aan de door genoemd bedrijf uitgegeven aandelen beschikken, of

— meer dan de helft van de leden van het orgaan van bestuur, van beheer of van toezicht van genoemd bedrijf kunnen benoemen;

d) uitsluitende rechten : rechten die door een lidstaat aan een onderneming worden verleend bij een wetgevend of bestuursrechtelijk besluit, waarbij voor die onderneming het recht wordt voorbehouden om binnen een bepaald geografisch gebied een dienst te verrichten of een activiteit uit te oefenen;

e) bijzondere rechten : rechten die door een lidstaat aan een beperkt aantal ondernemingen worden verleend bij een wetgevend of bestuursrechtelijk besluit waarbij binnen een welbepaald geografisch gebied :

— het aantal van deze ondernemingen die een dienst mogen verrichten of een activiteit mogen uitoefenen, op een andere wijze dan volgens objectieve, evenredige en niet-discriminerende criteria, tot twee of meer wordt beperkt, of

— verscheidene concurrerende ondernemingen die een dienst mogen verrichten of een activiteit mogen uitoefenen, op een andere wijze dan volgens deze criteria worden aangewezen, of

— aan een onderneming of aan ondernemingen op een andere wijze dan volgens deze criteria wettelijke of bestuursrechtelijke voordelen worden toegekend waardoor enige andere onderneming aanzienlijk wordt bemoeilijkt dezelfde activiteit binnen hetzelfde geografische gebied onder in wezen gelijkwaardige voorwaarden uit te oefenen. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,

Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Waals Parlement, 160 (2009-2010), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 5 mei 2010.*

Bespreking - Stemmingen.

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2010/00177]

#### Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 12 januari 2010 worden de Gouden Palmen in de Kroonorde verleend aan de heer Frans ROEMS, Onderhoudsman 1e klas op het Koninklijke Paleis te Brussel.

Hij neemt vanaf de datum van het besluit zijn rang in de Orde in.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2010/00177]

#### Ordres nationaux

Par arrêté royal du 12 janvier 2010, les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à M. Frans ROEMS, Homme d'entretien de 1<sup>re</sup> classe au Palais Royal de Bruxelles.

Il prend rang dans l'Ordre à la date de l'arrêté.